

Mythe 8 : la démocratie est nécessaire pour créer un sentiment de communauté

écrit par Coriolis | 2 janvier 2019



La révolte des Gilets Jaunes nous conduit à nous interroger sur le fonctionnement de la démocratie. En caricaturant un peu, on peut dire que dans une démocratie, sur 100 personnes, 51 imposent leur vision des choses, voire leur dictature, aux 49 autres. En réalité, c'est beaucoup moins, puisqu'il y a beaucoup d'absentions ou de votes blancs. Dans la Macronie, ça serait plutôt 25 qui oppriment les 75 autres.

Vous avez déjà pu lire les mythes 5, 6 et 7 du livre « Dépasser la démocratie ». Écrit par Frank Karsten et Karel Beckman,

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/22/depasser-la-democratie-restaurer-la-propriete-privee-pour-mettre-fin-aux-depenses-effrenees-des-etats/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/27/la-democratie-necessaire-pour-assurer-une-juste-distribution-des-richesses-cest-un-mythe/>

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/30/mythe-7-la-democratie-serait-necessaire-pour-vivre-tous-en-harmonie/>

Voici maintenant un nouvel épisode du merveilleux concept de démocratie : le mythe 8.

Même si on peut ne pas être d'accord avec tout ce que disent

les auteurs de « *Dépasser la démocratie* », Frank Karsten et Karel Beckman, l'intérêt de ce petit livre est de nous faire réfléchir à ce qu'est vraiment la démocratie. On voit bien que cette forme d'organisation de la société a atteint ses limites, particulièrement en France. C'est l'un des enseignements de la révolte des gilets jaunes. En fait, ce concept de démocratie a été complètement dévoyé dans notre pays, du fait de dérives successives au fil des années.

Les énarques portent une grande responsabilité dans cette dérive. Il faut fermer l'ENA, cette fabrique d'incompétents... qui se croient très intelligents. On peut en faire une longue liste. Il n'existe pas d'équivalent de l'ENA dans les autres pays occidentaux, ce qui prouve bien que cet ENA ne sert à rien. De plus, ils nous coûtent un pognon de dingue comme dirait Macron, qui est passé par là. Les inspecteurs des finances ne doivent pas inspecter grand-chose, vu le triste état de nos finances. A quoi servent-ils ? Ils se servent.

L'un des problèmes vient aussi du fait que la caste des fonctionnaires et des administratifs a colonisé la vie politique en France. Ils peuvent se présenter aux élections sans aucun risque, puisque s'ils sont battus à la prochaine échéance, ils vont pouvoir retourner dans leur corps d'origine et en plus, toucher des indemnités mirobolantes. Le citoyen lambda n'a pas ces avantages. Dans d'autres pays comparables (comme UK) un fonctionnaire doit d'abord démissionner avant de se présenter à des élections. La conséquence est que cette caste, en France, est sureprésentée dans les Assemblées. Existe-il des représentants des gilets jaunes à l'Assemblée Nationale ou au Sénat ? On doit pouvoir les compter sur les doigts d'une main, tel Jean Lassalle. Voir l'interview de l'excellent Charles Gave : <https://www.tvlibertes.com/charles-gave-autrefois-les-elites-se-tenaient-obligees-par-honneur-de-soccuper-des-plus-desherites>

Coriolis

Mythe 8 : la démocratie est nécessaire pour créer un sentiment de communauté

Dans une démocratie, ainsi, chaque différence d'opinion mène à une lutte pour le pouvoir et les ressources, **une lutte dans laquelle un groupe ne gagne qu'aux dépens des autres. Tout le monde transmet ses exigences à l'État et l'État force les autres à accepter ces exigences.** Il pourrait difficilement en être autrement, car l'État n'est rien de plus qu'un instrument de pouvoir qui opère par coercition.

La conséquence de ce système est que les gens se font piller. Ils en demandent toujours plus de la part de leurs dirigeants et se plaignent lorsque les choses ne vont pas dans leur sens. **Dans le même temps ils n'ont pas d'autre choix que de participer au système, car s'ils ne le font pas, ils y seront poussés par le reste de la population.** De cette manière le système détruit l'autonomie de chacun – la capacité de chacun à se débrouiller par soi-même. Et dans le même temps cela réduit la volonté des gens à aider les autres, puisqu'ils sont déjà sans cesse obligés d' « aider » les autres.

La mentalité des gens est désormais devenue si « démocratisée » qu'ils ne réalisent plus à quel point leurs actions et leurs idées sont antisociales. De nos jours, quiconque désire lancer une association sportive, un événement culturel, un espace de garderie, une organisation pro-environnement, etc., essaie d'abord d'obtenir des subventions de la part de l'État, au niveau local ou national. En d'autres termes, ils essaient de faire payer les autres pour leurs préférences. Ce n'est pas complètement illogique, car si vous ne jouez pas ce jeu-là, vous aurez à payer pour les préférences des autres et vous n'aurez rien en retour. Mais ce système n'a rien à voir avec l'idée de communauté que les gens tendent à associer à la démocratie. Il s'agit davantage de la survie du plus fort dans une

bataille pour le pillage par l'impôt.

Ludwig Erhard, ancien chancelier allemand et architecte du miracle économique allemand d'après-guerre, a reconnu ce problème de la démocratie. « Comment pouvons-nous continuer à assurer le progrès si nous adoptons de plus en plus un mode de vie dans lequel personne n'est jamais disposé à assumer la responsabilité pour soi-même et tout le monde est à la recherche d'une sécurité collectiviste ? » se demandait-il. « Si cette manie continue, notre société va dégénérer en un système social dans lequel tout le monde aura les mains dans les poches de quelqu'un d'autre. »

Pour autant, on peut se demander si nous ne perdrons pas notre sentiment national d'unité si nous ne décidons plus « tous ensemble » de tout ? Il est vrai qu'un pays est, dans un certain sens, une communauté. Il n'y a rien de mal à cela – cela peut même être une bonne chose. Après tout, la plupart des gens ne sont pas des solitaires. Ils ont besoin de compagnie et ils ont aussi besoin les uns des autres pour des raisons économiques.

Mais la question est : la démocratie est-elle essentielle pour ce sentiment d'unité ? Il est difficile de comprendre pourquoi il pourrait en être ainsi. Quand vous parlez d'une communauté, vous parlez de bien plus qu'un simple système politique. Les gens partagent entre eux la langue, la culture et l'histoire. Chaque pays a ses héros nationaux, ses célébrités et ses stars sportives, mais aussi sa littérature, ses valeurs culturelles, son éthique professionnelle et son mode de vie. Rien de tout cela n'est lié au système démocratique. Tout cela a existé avant qu'il n'y ait de démocratie et il n'y a aucune raison pour que cela ne puisse pas continuer d'exister sans la démocratie.

Dans le même temps, aucun pays n'a une culture complètement uniforme. Au sein de chaque pays, il y a beaucoup de

différences entre les gens. Il existe de nombreuses communautés ethniques et régionales avec des liens mutuels. Et il n'y a rien de mal à cela non plus. (NDLR1) Dans le cadre d'une société libre, toutes ces structures sociales et ces engagements peuvent coexister. La principale caractéristique à remarquer à leur sujet est que les gens les acceptent volontairement. Elles ne sont pas rendues obligatoires par l'État et ne peuvent l'être, puisque les cultures et les communautés sont des entités organiques. Vous ne pouvez pas les soutenir par la force étatique et elles sont peu influençables par des élections.

La différence entre ces communautés sociales et la démocratie, c'est que la démocratie est une organisation dont l'adhésion est obligatoire. Une véritable communauté repose sur la participation volontaire. Bien entendu, une telle communauté peut bien posséder des règles décidées « démocratiquement ». Les membres d'un club de tennis peuvent décider de voter sur qui sera leur président, quel sera le montant des cotisations, et ainsi de suite. Il n'y a rien de mal à cela. Il s'agit d'une association privée et les membres sont libres d'y adhérer ou non. S'ils n'aiment pas le fonctionnement de leur club, ils peuvent rejoindre un autre club ou en lancer un eux-mêmes. Le caractère volontaire du club permet de le faire fonctionner correctement. Si, par exemple, le conseil de direction s'engageait dans un certain favoritisme, de nombreux membres partiraient. Mais vous n'avez pas la possibilité de quitter le club dans notre système démocratique. La démocratie est obligatoire.

Les gens disent parfois « aimez-le ou quittez-le » lorsqu'ils parlent de leur pays. Mais cela implique que le pays appartient à l'État, au collectif, et que tout le monde qui naît accidentellement à l'intérieur de ses frontières est par définition un sujet de l'État. Même si les gens n'ont jamais eu le choix.

Si quelqu'un en Sicile se fait piller par la mafia, personne

ne dit : « aime-la ou quitte la ». Si un pays met les homosexuels en prison, personne ne dit « ils n'ont pas le droit de se plaindre, parce que s'ils n'aimaient pas les règles, ils pouvaient émigrer ».

Tout comme la Sicile n'appartient pas à juste titre à la mafia, de la même façon les États-Unis (ou tout autre pays) n'appartient pas à la majorité ou au gouvernement. Chaque personne possède sa propre vie et ne devrait pas être obligée de faire ce que veut la majorité. Les gens ont le droit de faire ce qu'ils veulent avec leur vie tant qu'ils ne nuisent pas à autrui par le biais de violence, de vol ou de fraude. Ce droit leur est largement nié dans notre démocratie parlementaire.

(1) Note de Christine Tasin

Dans le même temps, aucun pays n'a une culture complètement uniforme. Au sein de chaque pays, il y a beaucoup de différences entre les gens. Il existe de nombreuses communautés ethniques et régionales avec des liens mutuels. Et il n'y a rien de mal à cela non plus.

Cette analyse nous dérange beaucoup, à RR, parce que, justement c'est ce contre quoi nous nous battons. La prise en compte des minorités, des communautés. Bien sûr qu'il y a du mal à cela. On ne veut rien savoir de ce qui ne concerne que les individus dans leur vie privée, leur religion, leur langue locale ou d'origine, leur folklore... C'est justement parce que cet état d'esprit progresse aux dépens de la démocratie et du sens du bien commun qu'on sombre...